A-472-79

A-472-79

Essex International of Canada Ltd. (Applicant)

ν.

Administrator under the Anti-Inflation Act (Respondent)

Court of Appeal, Pratte and Marceau JJ. and Hyde D.J.—Montreal, May 14 and 15; Ottawa, b June 8, 1981.

Judicial review — Application to review and set aside a decision of the Anti-Inflation Appeal Tribunal dismissing an appeal from an order of the Administrator that the applicant had contravened the Anti-Inflation Guidelines in 1975 and 1976 — Applicant, a Canadian company, assembles and sells electrical harnesses to Ford Motor Company of Canada, Limited and to Chrysler Canada Ltd. — The harnesses were incorporated without alteration into automobiles that were manufactured in Canada and exported to the United States — Whether such sales are "export sales" within the meaning of the Anti-Inflation Guidelines — Application dismissed — Anti-Inflation Guidelines, SOR/76-1 — Federal Court Act, R.S.C. 1970 (2nd Supp.), c. 10, s. 28.

APPLICATION for judicial review.

COUNSEL:

R. Lewin and J. Potvin for applicant. M. Cuerrier for respondent.

SOLICITORS:

Heenan, Blaikie, Jolin, Potvin, Trépanier, Cobbett, Montreal, for applicant.

Deputy Attorney General of Canada for respondent.

The following are the reasons for judgment rendered in English by

PRATTE J.: This is a section 28 application to review and set aside a decision of the Anti-Inflation Appeal Tribunal dated July 13, 1979, dismissing an appeal from an order made by the Administrator under the Anti-Inflation Act, S.C. 1974-75-76, c. 75. By that order, the Administrator had determined that the applicant had contravened the Anti-Inflation Guidelines, SOR/76-1 in 1975 and 1976 and was obliged, as a consequence, to return the amount of its excess revenues to the Canadian manufacturers from whom it had derived them.

Essex International of Canada Ltd. (Requérante)

a (

Le Directeur nommé en vertu de la Loi anti-inflation (Intimé)

Cour d'appel, les juges Pratte et Marceau et le juge suppléant Hyde—Montréal, 14 et 15 mai; Ottawa, 8 juin 1981.

Examen judiciaire — Demande d'examen et d'annulation de la décision du Tribunal d'appel en matière d'inflation, qui a rejeté l'appel formé contre une ordonnance du Directeur, portant que la requérante avait enfreint les Indicateurs anti-inflation en 1975 et 1976 — La requérante est une compagnie canadienne qui assemble des faisceaux de fils électriques et les vend à Ford du Canada Limitée et à Chrysler du Canada Ltée — Ces faisceaux étaient incorporés tels quels dans les voitures fabriquées au Canada et exportées aux États-Unis — Il échet d'examiner si ces ventes constituent des «ventes à l'exportation» au sens des Indicateurs anti-inflation — Demande rejetée — Indicateurs anti-inflation, DORS/76-1 — Loi sur la Cour fédérale, S.R.C. 1970 (2° Supp.), c. 10, art. 28.

DEMANDE d'examen judiciaire.

AVOCATS:

e

R. Lewin et J. Potvin pour la requérante. M. Cuerrier pour l'intimé.

PROCUREURS:

Heenan, Blaikie, Jolin, Potvin, Trépanier, Cobbett, Montréal, pour la requérante.

Le sous-procureur général du Canada pour l'intimé.

Ce qui suit est la version française des motifs du jugement rendus par

LE JUGE PRATTE: La Cour est saisie d'une demande, fondée sur l'article 28, d'examen et d'annulation de la décision en date du 13 juillet 1979 du Tribunal d'appel en matière d'inflation, qui a rejeté l'appel formé contre une ordonnance du Directeur nommé en vertu de la Loi anti-inflation, S.C. 1974-75-76, c. 75. Par cette ordonnance, le Directeur a jugé que la requérante avait enfreint, en 1975 et 1976, les Indicateurs anti-inflation, DORS/76-1 et que, de ce fait, elle devait rembourser aux fabricants canadiens l'excédent des recettes émanant de ces derniers.

The applicant is a Canadian company which is in the business of assembling and selling electrical harnesses. An electrical harness, as I understand it, is a bundle of all the electrical wires, of various sizes and lengths, that are used in building a car of a a given make. Part of the electrical harnesses assembled by the applicant were sold to Ford Motor Company of Canada, Limited and Chrysler Canada Ltd. Those companies incorporated those harnesses, without altering them, into automobiles b that they manufactured in Canada and exported to the United States

The applicant contends that these sales to Ford c Motor Company of Canada, Limited and Chrysler Canada Ltd. were "export sales" within the meaning of the Anti-Inflation Guidelines and that the Appeal Tribunal wrongly held that they were not. The applicant's sole argument is that those sales d were export sales within the meaning of the Guidelines because they were sales of a commodity by a resident of Canada (the applicant) to another resident of Canada (Ford Motor Company of Canada. Limited or Chrysler Canada Ltd.) who resold "the e commodity without substantially changing the form thereof, for use or consumption outside Canada".

In my view, this argument is ill-founded and was fcorrectly rejected by the Appeal Tribunal. Once an electrical harness has been incorporated into an automobile, it loses its identity; it ceases to be an electrical harness and becomes part of the automo-

The definition of the phrase "export sale" is found in section 3 of the Guidelines. It reads in part as follows:

3. In this Part.

"export sale" means

La requérante est une compagnie canadienne dont l'entreprise consiste dans l'assemblage et la vente de faisceaux de fils électriques. Il appert qu'un faisceau de fils électriques est un assemblage de tous les fils électriques, de longueurs et de calibres différents, qui entrent dans la construction d'une voiture automobile d'une marque donnée. Une partie de la production de faisceaux de fils électriques de la requérante était vendue à Ford du Canada Limitée et à Chrysler du Canada Ltée. lesquelles les incorporaient tels quels dans les voitures qu'elles construisaient au Canada et exportaient vers les États-Unis.

La requérante soutient que les ventes faites à Ford du Canada Limitée et à Chrysler du Canada Ltée étaient des «ventes à l'exportation» au sens des Indicateurs anti-inflation¹, et que le Tribunal d'appel a conclu à tort que ce n'était pas le cas. Le seul argument avancé à cet effet par la requérante est qu'il s'agissait d'un article vendu par un résident du Canada (la requérante) à un autre résident du Canada (Ford du Canada Limitée ou Chrysler du Canada Ltée), lequel a revendu «l'article sans en changer la forme substantiellement, pour utilisation ou consommation hors du Canada».

A mon avis, le Tribunal d'appel a eu raison de rejeter cet argument mal fondé. Une fois incorporé dans une automobile, le faisceau de fils électriques perd son identité propre; il cesse d'être un faisceau de fils électriques pour devenir partie intégrante de

«vente à l'exportation» désigne

pour utilisation ou consommation hors du Canada,

Paragraph 4(2)(e) of the Anti-Inflation Guidelines [P.C. 1975-2926, as amended] provides that:

⁽²⁾ This Part does not apply to

⁽e) the portion of a supplier's business that is export sales;

⁽a) the supply of a commodity by a supplier from a permanent establishment in Canada to any other person where the commodity is supplied

⁽ii) to another person who is resident in Canada and who resells the commodity without substantially changing the form thereof, for use or consumption outside Canada,

¹ L'alinéa 4(2)e) des Indicateurs anti-inflation [C.P. 1975-2926, modifiél porte:

^{4. . . .}

⁽²⁾ La présente partie ne s'applique pas

e) la partie de l'entreprise d'un fournisseur qui est des ventes à l'exportation;

La définition de «vente à l'exportation» qui figure à l'article 3 des Indicateurs porte notamment:

^{3.} Dans la présente partie,

a) la fourniture d'un article par un fournisseur à une autre personne à partir d'un établissement stable au Canada lorsque l'article est fourni

⁽ii) à une autre personne qui est un résident du Canada et qui revend l'article sans en changer la forme substantiellement,

b

bile. When Ford Motor Company of Canada, Limited and Chrysler Canada Ltd. exported to the United States the cars that they had manufactured, they did not export or sell electrical harwhich electrical harnesses had been used.

For those reasons, I would dismiss the application.

MARCEAU J.: I agree.

HYDE D.J.: I agree.

cette automobile. En exportant leurs voitures aux États-Unis, Ford du Canada Limitée et Chrysler du Canada Ltée n'ont pas exporté ou vendu des faisceaux de fils électriques; elles ont exporté des nesses; they exported cars in the construction of a automobiles dont la construction avait nécessité des faisceaux de fils électriques.

> Par ces motifs, je conclus au rejet de la demande.

> LE JUGE MARCEAU: Je souscris aux motifs ci-dessus.

LE JUGE SUPPLÉANT HYDE: Je souscris aux motifs ci-dessus.